



FRANCE

Vacances apprenantes : les communes s'activent

L'annonce tardive de ce plan pour occuper les enfants pendant l'été laisse planer des incertitudes

Occuper pendant l'été les enfants qui ne partent pas en vacances, les municipalités le font chaque année. Mais caler les séjours, prévoir les animations, recruter les encadrants des centres de loisirs, établir les équipes des centres sociaux, cela se prépare plusieurs mois à l'avance. Aussi, lorsque Jean-Michel Blanquer a présenté, le 6 juin, le plan «*vacances apprenantes pour un million d'enfants*», certains élus municipaux ont levé les yeux au ciel. «*Ces consignes sont venues beaucoup trop tard*», résume Damien Berthelier, adjoint à l'éducation de la municipalité sortante de Villeurbanne, dans la métropole de Lyon, et président du réseau français des villes éducatrices.

Ce jour-là, le ministre de l'éducation nationale a annoncé que l'Etat était prêt à engager 200 millions d'euros pour permettre aux enfants l'accès cet été à une formule de loisirs encadrés qui leur permette de renouer avec des contenus pédagogiques. Pour certains, en effet, le confinement a débouché sur un décrochage scolaire, et pour d'autres sur une solution de continuité dans les apprentissages.

400 000 élèves

Pendant les deux premières semaines de juillet et les deux dernières d'août, des écoles, des collèges et des lycées demeureront ouverts pour dispenser le matin un renforcement scolaire et les après-midi des activités culturelles et sportives. Déjà existant dans les quartiers prioritaires de la ville, ce dispositif «*école ouverte*» pourrait concerner cette année 400 000 élèves, selon le minis-

tère. Pour leur part, les centres de loisirs pourraient être soutenus par une aide de l'Etat de 30 millions d'euros et ils auront accès aux parcours pédagogiques du Centre national d'enseignement à distance (CNED). Ils devraient pouvoir accueillir 300 000 enfants et bénéficieront davantage des locaux et équipements sportifs scolaires. Enfin, l'Etat prendra en charge 80 % du coût des colonies de vacances pour 250 000 enfants de familles en difficulté, pourvu qu'elles comportent un volet pédagogique renforcé.

Qu'il faille cette année faire un effort pour élargir les offres est un constat partagé. «*Il faut d'abord permettre aux gamins de souffler*», témoigne Damien Berthelier, à Villeurbanne. Il fallait «*ne pas laisser les familles sans solution*», ajoute Benjamin Vételé, adjoint au maire de Blois. «*Vu les circonstances, tout le monde a voulu faire un effort*», assure également Didier Georges, principal du collège parisien de la Grange-aux-Belles (10^e arrondissement) et représentant national au SNPDEN-UNSA. Son établissement, classé REP (réseau d'éducation prioritaire), participe au dispositif «*école ouverte*» pour la première fois depuis cinq ans.

Renouer le lien avec l'école est jugé essentiel pour certains enfants. Dans les quartiers prioritaires de Brest (Finistère), «*il faut aller chercher les 30 % d'élèves qui ne sont pas revenus en classe pour préparer la rentrée. C'est là-dessus que nous mettons nos efforts*», explique ainsi Emilie Kuchel, adjointe chargée des politiques éducatives. A Paris, Didier Georges a travaillé avec les écoles qui «*ali-*

mentent» son collègue afin de « *cibler les élèves pour qui le confinement a été difficile*». Le principal espère «*fidéliser*» les mêmes familles entre les premiers jours de juillet, «*très ludiques*», et la dernière semaine d'août, aux objectifs «*plus scolaires*» à l'approche de la rentrée. Les «*écoles ouvertes*» ont été pensées ainsi dans de nombreux établissements, assure Patrick Roumagnac, le secrétaire général du SIEN-UNSA, syndicat des inspecteurs d'académie. «*En juillet, il faut vraiment que les enfants soufflent, assure-t-il. Mais à la fin août, il faudra faire travailler la méthodologie, l'autonomie, dans la perspective de la rentrée.*»

L'annonce tardive du plan laisse planer des incertitudes. La première concerne le nombre d'enseignants qui seront volontaires. L'éducation nationale n'a pas communiqué, pour l'instant, de chiffres nationaux. Ils semblent fluctuer d'une académie ou d'une commune à l'autre. L'académie d'Amiens affiche 700 personnels de l'éducation nationale volontaires, celle de Grenoble, 1200. Mais il semble y en avoir «*très peu*» à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), selon Délia Toumi, adjointe chargée des politiques éducatives de la ville, comme à Villeurbanne, où ils seraient aussi moins nombreux que l'an passé pour les stages de remise à niveau. «*Nous avons 350 à 400 enfants dans les projets d'école ouverte, signale Emilie Kuchel, à Brest, mais l'éducation nationale ne sait pas si nous aurons les professeurs.*»

Professeurs «épuisés»

A Paris, Didier Georges n'a trouvé que deux enseignants pour assu-



rer le dispositif école ouverte en juillet. Sur les sept encadrants du collège – auxquels s'ajoutent les animateurs associatifs –, la plupart seront des membres de la vie scolaire (CPE, assistants d'éducation). Les professeurs, « majoritairement épuisés », ont besoin d'une « vraie pause » et ont peu répondu à l'appel.

« En août, en revanche, j'ai beaucoup d'enseignants qui m'ont fait des propositions riches », se félicite le proviseur, qui pourra proposer aux élèves « des ateliers de sciences et un club de lecture ». Dans le premier degré, le syndicat des inspecteurs d'académie a diffusé la consigne de « ne pas mettre la pression » aux directeurs d'école et aux enseignants pour participer. « Le ministère a mis les moyens financiers pour que les vacances apprenantes existent, c'est une très bonne chose, tranche Patrick Roumagnac. En revanche, il ne faut pas confondre incitation et pression : la participation à ce genre de projet doit rester entièrement volontaire, sinon on stresse tout le monde, sans grand résultat. »

Pour les municipalités, une seconde incertitude s'ajoute : leurs projets auront-ils l'agrément « vacances apprenantes » et donc les financements qui vont avec ? « Aujourd'hui, nous avons une quinzaine de projets dans chacun de nos sept quartiers prioritaires, mais le national n'arrive pas à nous dire s'ils entrent dans le dispositif », témoigne Emilie Kuchel. Dans ces conditions, la municipalité de Gennevilliers a même décidé de ne pas tenter de faire labéliser « vacances apprenantes » ses propositions, à l'exception d'une colonie de 15 à 20 enfants fin août.

Les municipalités rappellent qu'elles n'ont pas attendu les proclamations de la Rue de Grenelle pour faire des loisirs éducatifs. « Tant mieux si l'Etat redécouvre les vertus pédagogiques du temps

extrascolaire et de l'éducation populaire, ironise Benjamin Vételé, à Blois. Mais ce travail est fait depuis longtemps. Nos collectivités ne l'ont pas attendu pour mettre en place des offres innovantes. » D'où le sentiment répandu que, dans ce dossier, « l'Etat court après les collectivités locales pour se faire de la com sur leur dos », que les collectivités sont reléguées au rang de « prestataires », que l'Etat « se sert » d'elles.

« Il y a une grosse inquiétude concernant le glissement des compétences et des responsabilités, affirme aussi Délia Toumi. On renvoie aux collectivités la responsabilité du rattrapage scolaire. Nous sommes attachés à la valeur de l'éducation populaire et nous ne voulons pas glisser sur le terrain des enseignements. » Le dispositif fait aussi grincer des dents les associations de parents. « Les vacances, c'est à la mer, pas à l'école ! », plaide la FCPE. « Ce dispositif a pour but de rassurer l'opinion en montrant qu'on s'occupe des enfants fragiles, qui auront des difficultés scolaires à la rentrée », s'agace Rodrigo Arenas, coprésident de l'association. « Les enfants, dans tout ça, on les oublie. Ils ont besoin de se reposer. » ■

CÉCILE CHAMBRAUD
 ET VIOLAINE MORIN

« Il faut aller chercher les 30 % d'élèves qui ne sont pas revenus en classe »

ÉMILIE KUCHEL
 adjointe chargée des politiques éducatives à Brest



**Retour en
classe après le
confinement,
à l'école
primaire
Cour-de-
Lorraine,
à Mulhouse
(Haut-Rhin),
le 18 mai.**

SEBASTIEN BOZON/AFP